

Arrêté du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes n° 906-99 du 23 safar 1420 (8 juin 1999) portant prohibition d'entrée sur le territoire national de certains animaux, produits animaux ou d'origine animale destinés à la consommation humaine ou animale.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DES PÊCHES MARITIMES,

Vu la loi n° 24-89 édictant les mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation d'animaux, de denrées animales, de produits d'origine animale, de produits de multiplication animale et de produits de la mer et d'eau douce, promulguée par dahir n° 1-89-230 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-89-597 du 25 rabii II 1414 (12 octobre 1993) pris pour l'application de la loi n° 24-89 précitée et notamment son article premier.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Est prohibée, l'entrée sur le territoire national des animaux et produits destinés à la consommation humaine ou animale, en provenance de la Belgique, suivants :

- volailles vivantes ;
- denrées animales et produits d'origine animale prévus à l'article premier de la loi susvisée n° 24-89, issus de toutes les espèces ;
- protéines animales transformées ;
- matières premières destinées à la fabrication d'aliments des animaux contenant des graisses animales ou des sous-produits d'origine animale ;
- aliments destinés à l'alimentation des animaux contenant des graisses animales ou des sous-produits d'origine animale, à l'exception de ceux destinés aux animaux de compagnie.

ART. 2. – Les produits visés à l'article premier ci-dessus, à l'exception des volailles vivantes, en provenance d'autres pays, ne peuvent être introduits sur le territoire national que s'ils sont accompagnés de documents, attestés par les autorités sanitaires compétentes, certifiant que les produits en question :

- ne sont pas d'origine belge ;
- n'ont pas été fabriqués, préparés, additionnés ou mélangés avec des produits animaux ou d'origine animale d'origine belge ;
- ne proviennent pas d'animaux ou d'œufs issus d'exploitations qui font l'objet de mesures conservatoires (mises sous séquestre) par les services vétérinaires du fait de l'utilisation d'aliments en provenance de Belgique susceptibles d'être contaminés par la dioxine ; et
- ne présentent aucun risque pour la santé du consommateur.

ART. 3. – Le directeur de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 23 safar 1420 (8 juin 1999).

HABIB EL MALKI.